

# BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH  
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

## ZOOM : ÉGYPTÉ - PROGRESSION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX AVEC LA FRANCE

Selon les douanes françaises, le volume total des échanges commerciaux franco-égyptiens (hors défense) s'est établi à 1,4 Md EUR au premier semestre 2025, en hausse de 13% par rapport à la même période en 2024. Les exportations françaises vers l'Égypte ont atteint 810 M EUR (+20% en g.a), tandis que les importations en provenance d'Égypte ont progressé plus modestement pour s'établir à 593 M EUR (+5% en g.a). Le solde commercial bilatéral reste excédentaire pour la France, passant de 114 M EUR au premier semestre 2024 à 217 M EUR au premier semestre 2025 (+91% en g.a). Sur l'ensemble de l'année 2024, l'Égypte était le 15<sup>ème</sup> excédent commercial bilatéral de la France dans le monde et le 2<sup>ème</sup> en Afrique.

**La France enregistre une nette progression de ses exportations vers l'Égypte au premier semestre 2025.** Celle-ci est principalement portée par les produits de la construction aéronautique et spatiale (83 M EUR, +243% en g.a), les produits chimiques divers (73M EUR, +29%) et les produits de la construction automobile (67 M EUR, +24%), notamment grâce à la levée de certaines difficultés d'accès aux devises pour le commerce de véhicules. Les exportations d'équipements mécaniques, électriques, électroniques et informatiques (217 M EUR, +51% en g.a) et de matériels de transport (161 M EUR, +66%) contribuent également à la hausse. À l'inverse, les produits pharmaceutiques, qui demeurent le premier poste d'exportation français (103 M EUR, 13% des exportations totales), reculent de 8%. Les exportations d'hydrocarbures naturels et autres produits extractifs (2 M EUR, -84%) et celles des produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture (23 M EUR, -31% en g.a) sont également en baisse, ces dernières ayant été pénalisées par une concurrence accrue sur le blé des pays de la mer Noire et une mauvaise récolte en France. Ainsi, après un recul au premier semestre 2024, les exportations françaises ont été portées, sur les six premiers mois de l'année en cours, par l'amélioration de la conjoncture égyptienne (croissance trimestrielle moyenne de 4,2% sur les six premiers mois de l'année) et un meilleur accès aux devises pour financer les importations.

Au premier semestre 2025, les exportations françaises vers l'Égypte s'inscrivent dans la continuité des tendances observées ces dix dernières années avec des biens qui restent traditionnellement excédentaires (aéronautique, produits pharmaceutiques, équipements mécaniques et industriels et matériel électrique, électronique et informatique) tandis que d'autres (matériel de transports en tête) demeurent largement dépendants du contexte commercial bilatéral.

**Les importations françaises en provenance d'Égypte bénéficient de la compétitivité-prix des produits égyptiens mais leur progression reste contenue par les difficultés locales de production de gaz.** Les importations de matériels de transport progressent fortement (60 M EUR, +49% en g.a) tandis que les « autres produits industriels » demeurent de loin la première catégorie d'importation (301 M EUR, +12% en g.a), tirés surtout par les produits chimiques de base, plastiques et caoutchouc synthétique (27%), et l'habillement (12%). Cependant, les importations de produits pétroliers raffinés (29 M EUR, -36% en g.a) et d'hydrocarbures naturels (26M EUR, -27% en g.a) poursuivent leur contraction engagée en 2023, et représentent moins que les produits agricoles. Cette baisse tient en partie au recul des cours du pétrole et du gaz naturel liquéfié (GNL), mais surtout à la diminution de la production égyptienne, liée aux difficultés rencontrées sur le champ gazier Zohr en Méditerranée orientale (qui assure près des trois quarts de la production nationale), dont la capacité a reculé d'environ 8% au premier semestre 2025 (de 1,5 Md pcj au début 2025 à 1,38 Md pcj en août 2025).

LE CHIFFRE À RETENIR

**+13%**

PROGRESSION DES ÉCHANGES  
COMMERCIAUX  
(S1 2024/S1 2025)

Service Économique du Caire

## ÉGYPTE

### 1. SIGNATURE DE 4 NOUVEAUX CONTRATS D'EXPLORATION DE GAZ ONSHORE ET OFFSHORE

Le 30 août, l'Égypte a annoncé la signature de quatre nouveaux accords d'exploration onshore et offshore, qui devraient mobiliser 340 M USD d'investissements pour le forage de dix puits en Méditerranée et dans le delta du Nil, selon la revue MEEES. Resté en suspens depuis 2022, l'accord sur la concession du bloc d'East Port Saïd a finalement été attribué à parts égales à QatarEnergy, Eni et BP pour un programme de trois puits représentant 100 M USD. Dans le même temps, Adnoc s'est engagée à investir 109 M USD dans la licence offshore de North Damietta, confirmant ainsi l'ancrage croissant des majors pétrolières du Golfe dans le secteur. Shell consacre de son côté 120 M USD au forage de trois puits dans le bloc offshore de Merneith, tandis que l'entreprise russe Zarubezhneft prévoit 14 M USD pour quatre puits dans le delta du Nil.

### 2. NOUVEAU MÉGA PROJET TOURISTIQUE DE 18,6 MDS\$ EN MER ROUGE

Le 7 septembre 2025, la société égyptienne Emaar Misr for Development, filiale du géant immobilier émirien Emaar Properties, a [annoncé](#) la signature d'un partenariat stratégique avec des investisseurs saoudiens et émiriens pour développer un complexe touristique de grande ampleur sur la côte de la mer Rouge. Le projet, baptisé « Marassi Red Sea », est évalué à près de 900 Mds EGP (environ 18,6 Mds USD), et serait livré par étapes, avec une première phase attendue dans un délai de quatre ans. Porté par Sky Tower et Golden Coast (filiale du conglomérat saoudien City Stars), Marassi Red Sea vise à répliquer le succès commercial de Marassi North Coast. Il prévoit la création de plus de 170 000 emplois temporaires, et 25 000 emplois permanents une fois le site opérationnel.

### 3. REcul DE L'INFLATION EN AOÛT

L'inflation urbaine a été [ramenée](#) de 13,9% en juillet à 12% en août 2025, selon l'agence nationale de statistiques CAPMAS, marquant une baisse pour le troisième mois consécutif. L'inflation a ainsi retrouvé son niveau le plus bas depuis mars 2022. Cette tendance s'explique notamment par le ralentissement de la hausse des prix des produits alimentaires et des boissons, qui n'ont augmenté que de 2,1% sur un an en août, contre 3,4 % en juillet.

## IRAK

### 1. L'OPEP+ ANNONCE UNE NOUVELLE HAUSSE DE LA PRODUCTION DE PÉTROLE BRUT EN OCTOBRE

Réunis virtuellement le 7 septembre 2025, huit pays membres de l'OPEP+, dont l'Irak, ont décidé de poursuivre la hausse de leur production pour le mois d'octobre 2025 (+0,14 M b/j), amorçant ainsi la sortie progressive et anticipée des coupes de production de 1,65 M b/j adoptées en avril 2023. Le nouveau quota de production de l'Irak augmente de 17 000 b/j, passant de 4 220 M b/j à 4 237 M b/j. Cette décision s'appuie sur des perspectives économiques mondiales jugées stables et des fondamentaux de marché solides. Selon l'accord de 2023, l'Irak, deuxième producteur de l'OPEP derrière l'Arabie Saoudite, devait limiter sa production à 4 M b/j avant d'envisager une reprise progressive à partir d'avril 2025. Dépassant régulièrement ses quotas de production, le pays s'était alors également engagé à réduire sa production pour compenser sa surproduction passée (environ 170 000 b/j, soit plus de 62 Mb, pour l'année 2024). D'après le dernier plan de compensation transmis à l'Organisation, le pays devra réduire sa production de 122 000 b/j à 130 000 b/j supplémentaires – par rapport aux quotas décidés cette semaine – d'ici juin 2026. Les membres de l'OPEP+ ont toutefois précisé que les augmentations graduelles pouvaient être suspendues en fonction de l'évolution des conditions de marché.

## IRAN

### 1. VIEILLISSEMENT DES LIGNES DE PRODUCTION

Selon le ministère de l'Industrie, des Mines et du Commerce, sur les 84 000 unités industrielles iraniennes disposant d'une licence d'exploitation, 12 000 ont plus de 20 ans. L'âge moyen des lignes de production opérant dans le pays avoisine également les 20 années et l'usure croissante des équipements entraîne une baisse tendancielle de leur rendement. L'absence de modernisation de ces équipements aurait, en outre, plusieurs conséquences négatives dont la plus sérieuse serait l'augmentation de la consommation énergétique. D'après les dernières statistiques de l'Organisation pour le développement et la rénovation des industries iraniennes (IDRO), plus d'un quart de la consommation énergétique du pays est imputable aux unités industrielles. Le second impact de l'obsolescence de l'outil industriel concerne l'environnement, le secteur de l'énergie générant 81% des émissions de gaz à effet de serre du pays. Parmi les autres conséquences du vieillissement industriel figurent : **i**) l'augmentation des capacités

inemployées et la baisse du volume de production, **ii)** la hausse des coûts de maintenance et de réparation, **iii)** la baisse de la qualité des produits et **iv)** l'augmentation du coût de revient.

## **2. HAUSSE BRUTALE DU PRIX DES INTRANTS AGRICOLES**

Le prix des engrais chimiques, traditionnellement bas en Iran en raison de la compétitivité de la filière pétrochimique, connaît depuis quelques semaines une hausse brutale, le prix d'un sac de 50 kg d'engrais subventionné ayant progressé de 4 M IRR à 7 M IRR, tandis que celui du marché libre dépasse aujourd'hui les 14 M IRR. La hausse des prix de ce produit essentiel à l'agriculture affecte directement les coûts de production du blé, du riz, des légumes et d'autres denrées de base. Cette flambée résulte de décisions budgétaires, de politiques de change et de mécanismes de fixation des prix globalement erratiques. D'une part, la hausse du taux de change officiel retenu dans la loi de finances 2024-2025 et l'augmentation du prix du gaz alimentant les complexes pétrochimiques ont immédiatement impacté le coût de production des engrais. D'autre part, la formule de dollarisation des prix appliquée à la Bourse des matières premières influe également sur les intrants produits localement, dont les prix se rapprochent désormais des cours mondiaux. Ce mécanisme ne se limite pas aux engrais et pesticides. Chaque fois que le taux de change officiel ou le prix du gaz progressent, une spirale inflationniste est enclenchée – des produits pétrochimiques à l'acier et au ciment – accentuant la pression sur le pouvoir d'achat des ménages. Or le prix du gaz livré aux industriels produisant l'engrais et les pesticides a augmenté, depuis le mois de juin, de 60 000 IRR à 129 000 IRR par m<sup>3</sup>. Parallèlement, le taux de change officiel utilisé dans le budget est passé de 550 000 IRR à 700 000 IRR / 1\$.

## **3. BAISSÉ DE LA PRODUCTION DE PÉTROLE**

Selon S&P Global, la production pétrolière iranienne aurait été ramenée de 3,24 M bpj à 3,18 M bpj, une baisse de faible ampleur mais néanmoins significative après plusieurs années de hausse continue. La confirmation de cette tendance dans les prochains mois suggérerait que l'industrie extractive du pays pâtit de difficultés croissantes à se procurer les technologies critiques permettant d'optimiser la production, cela avant même l'entrée en vigueur du Snapback, qui ne manquerait pas d'aggraver la situation. Bien que le ministre du Pétrole ait récemment déclaré que le Snapback n'aurait aucun impact sur les ventes de pétrole, les experts internationaux prévoient qu'au cours des prochains mois les exportations de pétrole iranien ne

dépasseront pas 1,7 Mbj et pourraient chuter jusqu'à 0,7 Mbj.

## **ISRAËL**

### **1. LES ACTIVITÉS DE DECATHLON EN ISRAËL PASSE SOUS FRANCHISE VIA LE GROUPE UNION**

Après huit années de présence en Israël, le distributeur français d'articles de sport et de loisirs Decathlon cède l'ensemble de ses activités locales (onze magasins et l'activité en ligne) au groupe Union de George Horesh. Déjà actif dans la mode (H&M), la pharmacie (Super-Pharm), l'automobile (Toyota) et l'énergie (Maxima), Union consolide ainsi sa place dans le secteur de la distribution. L'opération, soumise à l'approbation de l'Autorité de la concurrence, reflète le repositionnement de Decathlon qui cherchait un franchisé local et confirme la stratégie d'expansion d'Union, récemment mentionné parmi les candidats potentiels à la franchise McDonald's en Israël. Le montant de l'accord entre Decathlon et Union Group n'a pas été rendu public à ce stade.

### **2. LÉGÈRE BAISSÉ DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE EN AOÛT MALGRÉ UNE HAUSSE ATTENDUE EN FIN D'ANNÉE**

Selon le rapport mensuel du ministère des finances, le déficit budgétaire s'est de nouveau réduit en août, pour le deuxième mois consécutif. Le déficit cumulé sur douze mois s'établit à 4,7% du PIB (98 Mds ILS), contre 4,8% en juillet. Sur la période janvier-août 2025, le déficit atteint 46,7 Mds ILS, soit près de la moitié de celui enregistré sur la même période de 2024 (84,3 Mds ILS), marquée par l'intensité de la guerre au Liban et à Gaza. En août, le déficit mensuel s'élève à 9,5 Mds ILS, en amélioration par rapport à août 2024 (12,2 Mds ILS). Comparé à juillet 2025, cette réduction tient principalement à une légère hausse des recettes de l'État (+0,15%), tandis que les dépenses sont restées stables. Malgré cette amélioration conjoncturelle, le gouvernement anticipe une aggravation future du déficit d'ici la fin de l'année 2025 (cf. brèves économiques n°30).

### **3. FORTE BAISSÉ DES LEVÉES DE FONDS DES SOCIÉTÉS DE CAPITAL RISQUE**

D'après un rapport publié en septembre par IVC, Gornitzky & KPMG, le marché du capital-risque israélien est en net ralentissement au premier semestre 2024 par rapport aux années précédentes. Seuls 12 fonds israéliens ont levé 260 M USD, un rythme qui, s'il se maintient, se traduirait par une baisse de 40% par rapport à 2024 (1,27 Md\$) et constituerait l'un des niveaux les plus bas de la

dernière décennie, loin des années record 2021-2022 (plus de 6 Mds USD par an). D'après Gornitzky, les investisseurs étrangers ont limité leurs participations dans les tours d'amorçage, tandis que les investisseurs israéliens ont conservé une présence globalement stable.

## JORDANIE

### 1. CHUTE DU NOMBRE DES RÉFUGIÉS EN JORDANIE

Le dernier [rapport](#) biennuel du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) fait état d'une diminution significative du nombre de réfugiés présents en Jordanie. Entre le 8 décembre 2024 et 30 juin 2025, l'UNHCR a constaté entre 100 000 et 140 000 retours vers la Syrie, soit une baisse de 15 à 20% du nombre total de réfugiés enregistrés sur le territoire. A l'occasion d'une enquête menée par l'UNHCR en janvier 2025, 40% des réfugiés syriens (90% de la population réfugiée totale) avaient exprimé des projets de retour au cours de l'année, en réponse au changement de régime en Syrie.

### 2. IMPORTATION DE PÉTROLE BRUT IRAKIEN EN 2024

Selon le [rapport](#) annuel 2024 du ministère de l'énergie et des ressources minérales, la Jordanie a importé 3,6 M de barils de pétrole brut irakien sur l'année, ce qui représente 7% de ses besoins domestiques. Ces échanges s'inscrivent dans le cadre de l'accord (*Memorandum of Understanding*) signé entre les deux pays en février 2019, qui permet d'exporter jusqu'à 15 000 barils par jour vers la Jordanie. Grâce à cet accord, la Jordanie achète le pétrole irakien avec une réduction de 16 USD par baril par rapport au prix moyen du Brent. Initialement valable jusqu'à fin juin 2025, l'accord est en cours de renouvellement.

### 3. HAUSSE DES RÉSERVES D'OR DE LA CBJ

Les données de la Banque Centrale de Jordanie (BCJ) affichent en août 2025 un niveau record de réserves d'or, à 8 Mds USD (contre 6 Mds USD fin 2024). Depuis 2010, les réserves d'or du Royaume auraient été multipliées par 6, passant de 0,41 M d'onces d'or (1,5 Mds USD) à 2,3 M d'onces (8,5 Mds USD) fin août 2025.

### 4. HAUSSE DES ACTIFS DU SSIF (+1,7 Md\$)

Le [rapport](#) financier du fonds d'investissement de la sécurité sociale (SSIF) pour le premier semestre 2025 atteste d'une hausse de la valeur des actifs du fonds de 1,2 Md JOD (1,7 Md USD), soit une hausse de +7,2% en glissement annuel (g.a). Cette augmentation porte la valeur totale des actifs à 17,2 Mds JOD (24,3 Mds

USD) au 30 juin 2025, contre 16,1 Mds JOD fin 2024 (22,7 Mds USD) et 14,8 Mds JOD (20,8 Mds USD) fin 2023. Le portefeuille du SSIF reste majoritairement composé d'obligations (57%), mais aussi d'actions (17,1%), de titres des marchés monétaires (14,1%), d'actifs immobiliers (5,2%), de prêts (3,3%) et d'investissements dans le secteur du tourisme (1,9%).

## LIBAN

### 1. PROGRESSION CONTINUE DES RÉSERVES DE LA BANQUE DU LIBAN

Selon les dernières statistiques de la Banque du Liban, ses réserves brutes en devises étrangères (excluant les Eurobonds détenus par la Banque centrale) atteignaient 11,7 Mds USD à la fin du mois d'août 2025, contre 10,4 Mds USD un an plus tôt. Cela vient confirmer la progression quasi-continue des réserves brutes de change observée depuis juillet 2023 (+3,1 Mds USD).

La valorisation des réserves d'or a atteint 31,47 Mds USD, contre 22,7 Mds USD à la même période un an plus tôt et 19,2 Mds USD à la fin de l'année 2023, soit une hausse de +64% depuis le début de l'année 2024, dans un contexte de hausse marquée des cours mondiaux de l'or.

### 2. HAUSSE DU TRAFIC PASSAGERS DE L'AÉROPORT DE BEYROUTH SUR LES 8 PREMIERS MOIS DE 2025

4,72 M de passagers ont transité par l'aéroport international de Beyrouth Rafic-Hariri entre janvier et août 2025, un chiffre en hausse de 7% par rapport à la même période l'année précédente. Le volume de passagers en transit, à l'arrivée ou au départ de l'aéroport au troisième trimestre 2025 (2,31 M) a quant à lui augmenté de 8,7% en un an, de même que le flux de passagers au mois d'août (0,9 M), en hausse de 17,2% en g.a.

Ces bons résultats s'expliquent par un effet de base positif, alors que le trafic l'aéroport de Beyrouth, seul aéroport international du pays, avait chuté en 2024, dans le sillage du conflit entre Israël et Hezbollah et de l'arrêt de la desserte de nombreuses compagnies étrangères. Comparé à la même période en 2023, avant le déclenchement de la guerre au mois d'octobre, le volume de passagers qui ont utilisé l'aéroport sur les huit premiers mois de l'année en cours a reculé de 5,6% en g.a. soit 5 M de passagers.

## SYRIE

### 1. INVESTISSEMENTS SAUDIENS DANS LE SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER

Dans le cadre de la stratégie syrienne d'[ouverture du secteur énergétique aux investissements arabes](#), notamment des monarchies du Golfe, six accords de coopération (MoUs) ont été signés lors de la Foire internationale de Damas (fin août 2025) avec des entreprises d'Arabie saoudite dans les domaines de l'exploration, du forage ou encore de la production d'électricité, y compris avec ACWA Power sur les énergies renouvelables. Dans ce cadre, une délégation technique saoudienne a visité la Syrie le 7 septembre 2025. D'autres discussions sont en cours avec des acteurs des Émirats arabes unis, d'Irak, du Qatar et de la Jordanie pour des projets conjoints en énergie et approvisionnement, notamment un investissement estimé à 5 Mds USD avec le fonds Novaterra Energy, pour le développement de 47 champs gaziers sur 25 ans, d'après le média syrien Hashtag.

### 2. LANCEMENT DU FONDS SYRIEN POUR LE DÉVELOPPEMENT

Le [fonds syrien pour le développement \(SYDF\)](#), créé en juin 2025 par le décret n° 112, a été officiellement lancé le 4 septembre 2025 lors d'une cérémonie à la citadelle de Damas. Il vise à soutenir le processus de reconstruction en Syrie, notamment le développement des infrastructures civiles et des réseaux, d'énergie et de communication. À la date du 10 septembre, le fonds avait reçu des promesses de contributions de la part de 403 donateurs pour un montant de 65,9 M USD. La plus importante promesse (25 M USD) provient de la famille qatarienne Al-Khayyat, via la société UCC Holding.

### 3. LE RETOUR HEURTÉ DES FONCTIONNAIRES SYRIENS AU TRAVAIL

Un décret présidentiel du 27 août a ordonné à partir du 1<sup>er</sup> septembre le retour obligatoire au travail des fonctionnaires, placés jusque-là en congé payé imposé, mais sa mise en œuvre a été [marquée par des refus d'accès aux bureaux administratifs ou l'obligation](#), pour certains fonctionnaires, de signer des documents attestant qu'ils renonçaient à contester les changements de poste ou de lieu de travail. Aucun chiffre officiel n'existe par ailleurs sur le nombre total d'employés concernés par les congés forcés ou les licenciements depuis l'arrivée au pouvoir de HTC. Sur 1,25 M de fonctionnaires syriens, il pourrait y avoir 300 000 « employés fantômes » ; le ministre du développement administratif considère qu'entre 550 et 600 000 fonctionnaires seulement,

soit moins de la moitié du contingent actuel, sont nécessaires au bon fonctionnement de l'État syrien.

## TERRITOIRES PALESTINIENS

### 1. LANCEMENT DE 50 NOUVEAUX PROJETS AGRICOLES POUR RENFORCER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET HYDRIQUE

Le ministère de l'Agriculture palestinien, en partenariat avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a lancé la deuxième vague de projets agricoles, comprenant 50 nouvelles initiatives. Ce programme s'inscrit dans un plan global qui atteindra près de 350 projets d'ici la fin mars 2026, pour un financement total estimé à 33 M USD. Les bénéficiaires contribueront à hauteur de 55 à 60% des coûts, tandis que le ministère et les bailleurs de fonds couvriront environ 40 à 45%.

Ces projets portent sur cinq axes stratégiques : l'intégration de l'énergie solaire, des solutions innovantes pour l'eau, le développement de l'agro-industrie, l'amélioration de la production animale et la réponse aux besoins du marché palestinien. L'objectif est de renforcer la sécurité alimentaire et hydrique, tout en réduisant les coûts de production et en consolidant la durabilité du secteur agricole.

### 2. POINT DES BANQUES PALESTINIENNES AU 1<sup>ER</sup> SEMESTRE 2025

À la fin du premier semestre 2025, le total des facilités et financements directs accordés par les sept banques locales a atteint 8,69 Mds USD, restant proche du niveau enregistré à la même période l'an dernier (8,24 Mds USD).

La plus grande part de ces crédits revient à **Bank of Palestine** avec 4,18 Mds USD (incluant sa filiale islamique Arab Islamic Bank), suivi par la Palestinian Islamic Arab Bank avec 1,15 Md USD, et Quds Bank avec 976 M USD. Ces montants représentent les paiements cumulés non encore exigibles selon les plans de remboursement mensuels.

Par ailleurs, les bénéfices des sept banques locales cotées à la Bourse de Palestine ont connu une hausse spectaculaire de **384%**, atteignant 45,5 M USD au premier semestre 2025, contre 9,4 M USD l'an dernier.

Le secteur bancaire palestinien compte actuellement 13 banques, dont 7 locales, 6 jordaniennes et une égyptienne.

### 3. OPTIMISME POUR LA PROCHAINE RÉCOLTE DE DATTES

La saison de récolte des dattes a officiellement débuté dans le gouvernorat de Jéricho et de la vallée

du Jourdain, avec des prévisions optimistes quant à l'abondance de la production. Selon les estimations du Comité national supérieur pour l'évaluation de la production de dattes, le volume attendu pour cette année devrait atteindre 25 300 tonnes.

Le secteur du palmier-dattier en Palestine représente un investissement dépassant les 500 millions d'euros et constitue une source d'emploi pour des milliers de travailleurs. Les exportations annuelles de dattes palestiniennes dépassent quant à elles les 100 millions d'euros. Ce produit stratégique représente près de

15% de la valeur totale des exportations agricoles palestiniennes, confirmant son rôle clé dans l'économie nationale.

L'an dernier, la production avait atteint 21 000 tonnes, soit une hausse de 3 000 tonnes par rapport à 2023. Aujourd'hui, les dattes palestiniennes sont exportées vers près de 60 marchés internationaux, avec un taux d'exportation atteignant 78% de la production totale.

## PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	TP	SYRIE
<b>POPULATION (MILLIONS) – 2024</b>	FMI / WEO	107	44	87	10	11	5,4	5,3*	25*
<b>PIB (Mds USD) – 2024<sup>E</sup></b>	FMI / WEO	383	277	401	540	53	28	14*	21*
<b>PIB / HAB. (USD) – 2024<sup>E</sup></b>	FMI / WEO	3570	6247	4633	54192	4693	5282	2593*	869*
<b>CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2024<sup>E</sup></b>	FMI / WEO	2,4	0,3	3,5	0,9	2,5	-7,5	-26,6*	-1,5*
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2024<sup>E</sup></b>	FMI / WEO	-7,1	-1,5	-4,1	-8,3	-8,3	0,4	-9,5*	-3,1*
<b>DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2024<sup>E</sup></b>	FMI / WEO	91	43	37	68	115	164	86*	n/a
<b>RATING COFACE 2024</b>	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
<b>INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)</b>	STATISTIQUES OFFICIELLES	13,6	2,6	36	3,3	2,0	14,2	48,9	15
<b>PMI MENSUEL</b>	STATISTIQUES OFFICIELLES	50,1	n/a	48,7	50,2	n/a	48,9	n/a	n/a
<b>EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024</b>	DOUANES FRANÇAISES	1792	426	255	1714	306	426	28	29
<b>IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024</b>	DOUANES FRANÇAISES	1158	1949	48	1386	43	92	4	6

\* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

**A1** TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

**LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES**

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

**RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH**

**RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH**

**POUR VOUS ABONNER : [beyrouth@dgtresor.gouv.fr](mailto:beyrouth@dgtresor.gouv.fr)**